

IL Y A UNE ANNÉE, LE SOIR D'ALGÉRIE TIRAIT LA SONNETTE D'ALARME

Al-Qaïda, l'option kamikaze

Le Soir d'Algérie avait prévenu, deux mois avant le premier attentat kamikaze dans notre pays, contre le risque de la dérive du terrorisme du GSPC dans le cycle d'attaques infernales à l'irakienne. Le mode de recrutement des jeunes adolescents utilisés comme chair à canon et le climat sociopolitique délétère qui ont facilité la tâche aux recruteurs du mouvement islamiste insurrectionnel ont été soulignés. Notre pays s'enlise davantage dans la violence que lui imposent les islamistes. Le pouvoir, piégé par les contradictions d'intérêts financiers des clans

qui le composent, reste statique. Il a grandement démontré par ailleurs son incapacité à réagir. Les quelques mesures d'ordre sécuritaire sont, pour l'heure, inefficaces. Entre-temps, même s'il n'a pas les moyens d'organiser des attaques frontales contre les unités des services de sécurité, le GSPC a réadapté sa stratégie selon les directives des conseillers de Ben Laden et en fonction de ses capacités militaires. En se fondant au sein des populations, le GSPC a choisi cette nouvelle méthode qui cible les espaces urbains, plus destructrice. Elle ralentit

également les activités économiques de nombreuses grandes agglomérations du centre du pays notamment. Ce risque ira, malheureusement, en grandissant et les pertes pourraient s'aggraver. N'est-il pas question, ces derniers jours, de plusieurs dizaines de kamikazes prêts à se faire exploser ? Divers indices d'ordre politique, social et économique laissent présager de cette aggravation. Aux maux dont souffre le pays en tant qu'entité, magouilles et revirements politiques, passe-droits, corruption, scandales financiers... et les difficultés qu'affrontent les

populations, cherté de la vie, marginalisation de la jeunesse, sentiment d'exclusion et de hogra... s'ajoute ce qui se prépare au sommet de l'Etat pour violenter la conscience nationale et la souveraineté populaire par un clan du pouvoir en vue de s'emparer définitivement des rouages de l'Etat et de ses richesses. Ce qui indignait profondément les citoyens. Dès lors le GSPC surfera sur la faille béante et qui s'élargit de jour en jour entre le pouvoir et les populations. Nous rééditons l'article paru le 15 février 2007 intitulé : «Algérie : la nouvelle stratégie d'Al-Qaïda».

Algérie, la nouvelle stratégie d'Al-Qaïda

Les irrédutibles du GSPC ne lâchent pas prise. Ils viennent de frapper fort. A partir de quelques informations alarmantes, nous avions commencé la rédaction de ce papier et nous attendions des informations complémentaires, en vue de mettre en exergue l'éventualité pour notre pays, notamment la région centre, de se voir confronté au terrible phénomène des terroristes kamikazes reproduit selon le schéma irakien.

Les attentats de ce mardi ne sont-ils qu'un signe annonciateur de ce qui s'apparentera à la dérive plus dangereuse pour le pays ? Espérons que non. Malheureusement, certains indices n'incitent pas actuellement à l'optimisme. En effet, une nouvelle génération de terroristes redonne un nouveau souffle aux séries qui sément terreur et désolation ; des jeunes à peine sortis de l'enfance tombent dans les griffes de l'hydre islamiste armée. Le mouvement s'assure une relève. «Le sang a coulé. Il ne doit pas s'arrêter. Nous avons consenti des sacrifices, il vous appartient d'assurer la continuité», disent les recruteurs aux jeunes qu'ils ciblent. Les familles des terroristes constituent, selon les services de sécurité, un gisement d'enrôlement. Des jeunes âgés entre 16 et 20 ans subissent des pressions du terrorisme religieux de la part des recruteurs qui les engagent d'abord dans les réseaux de soutien pour les impliquer ensuite dans le processus de la violence. Ils finissent ainsi au maquis. Fragilisés, ces enfants de la guerre sont formés et endoctrinés pour constituer la chair à canon du GSPC qui sera obligé par Oussama Ben Laden et ses adjoints d'adopter ses méthodes de terrorisme urbain. Notre pays est à la croisée des chemins : en finir avec le terrorisme avant que celui-ci ne soit pris en charge par des chefs que Ben Laden ne manquera pas d'envoyer en mission chez nous.

Le pouvoir politique refuse d'assumer la lutte contre l'intégrisme armé

Rencontré par hasard aux alentours de l'un des trois sites ayant vécu les dramatiques attentats de ce mardi, un baroudeur de la lutte antiterroriste nous a lancé crûment : «On ne dit pas toute la vérité à M. Bouteflika.» L'homme n'est pas né de la dernière pluie comme d'ailleurs il est tanné par un long parcours de combat contre les islamistes armés. Ses dires ne sont donc pas suscités par un simple coup de colère passagère. Il sait de quoi il en retourne dans son domaine comme il savait à qui il s'adressait avant de lâcher cette phrase très lourde de sens d'autant plus que dans ce «on» il visait les hautes sphères de l'Etat et du pouvoir, probablement le département de l'Intérieur. Cette confession spontanée découle sans aucun doute d'une inquiétude grandissante parmi ceux qui se sacrifient quotidiennement pour défendre la République. Elle serait très certainement motivée par ailleurs par l'inertie des politiques à assumer entièrement leurs responsabilités devant la guerre déclarée par les fondamentalistes armés au pays. Enfin, elle équivaut à un appel pour que cesse cette compromission politique avec l'intégrisme. Et pour cause, en face, ses ennemis, les terroristes, savent ce qu'ils font pour gagner du terrain politique. Pour

preuve, les attentats de Réghaïa, Dergana et Bouchaoui ont été réalisés, selon une source sécuritaire, dans le seul but de relancer les machines de guerre et de recrutement du GSPC. C'est probablement la même série qui a refait le coup ce mardi. La katibat El-Feth, que commande l'émir Bettitraoui, comprend, selon nos informations, des éléments déterminés et aguerris. Apparemment, ce groupe dispose de gros moyens humains, financiers et logistiques pour se substituer à la sinistre série El-Horra qui avait terrorisé la capitale et ses environs. Les éléments de ce groupe sont disséminés dans la plaine de la Mitidja et le massif de Bouzegza rendant peu aisée leur neutralisation. L'attentat de Bouchaoui, que ce groupe avait réalisé, a été même filmé pour servir de support de propagande. «Un adolescent qui regarde ce genre de film sera très facilement tenté de s'engager avec les terroristes armés», nous a confié, il y a quelques jours, un haut responsable sécuritaire. Par ailleurs, le GSPC exploite à fond les brèches béantes induites par les échecs successifs des programmes de développement, le vide culturel, la misère et la précarité que supportent mal les jeunes, particulièrement ceux des zones rurales, le climat de despotisme et de corruption et la déliquescence du pouvoir, concrétisée de manière flagrante par le scandale d'El-Khalifa pour se positionner en sauveurs des droits, des biens et de la morale des populations. Le constat est dur mais nos responsables seront probablement d'accord s'ils consentent à examiner l'Algérie avec le simple regard du simple citoyen. Le GSPC en profite pour faire passer ses idées chez les exclus, notamment sur la nature de la justice qu'il compte instaurer. N'a-t-il pas rendu public en effet un communiqué de deux feuillets consacré exclusivement à l'affaire Khalifa, signé le 23 janvier par son émir national ? Dans ce tract, le chef terroriste se positionne en justicier pour fustiger les dirigeants du pays accusés d'être directement impliqués dans le détournement des deniers publics. Le chef terroriste promet «vengeance contre les voleurs du peuple et leurs complices», c'est-à-dire ceux qui ne sont pas d'accord avec lui ?

La crainte de la mutation du terrorisme de guérilla vers un terrorisme de kamikazes

«La période est vraiment cruciale pour notre pays en matière de lutte antiterroriste. Il est à craindre une mutation du terrorisme classique, en cours en Algérie, vers un terrorisme de kamikazes», nous a confié, il y a quelques jours, le haut responsable cité précédemment. La mise en garde, de ce haut responsable qui est un des acteurs de la lutte contre le terrorisme et un observateur privilégié sur le processus de la constitution de ce phénomène en Algérie, découle de l'obser-

vation de plusieurs indices. L'allégeance du GSPC à l'organisation d'Al-Qaïda donnera la possibilité au théoricien du terrorisme de justifier les massacres en Algérie. Des questions extrêmement sensibles auprès des populations, algériennes notamment, sont des référents usités par Al-Qaïda pour cautionner les attentats massifs ; la question palestinienne, l'occupation de l'Irak par les Occidentaux et le despotisme des régimes arabes, celui de notre pays inclus. «Rien n'empêchera désormais les dirigeants d'Al-Qaïda d'envoyer des chefs terroristes plus aguerris pour diriger des phalanges terroristes dans les pays du Maghreb», estime notre vis-à-vis.

Le recrutement du GSPC : la préférence des jeunes fragilisés

Le GSPC cible actuellement les adolescents pour renforcer ses rangs. Tout le monde s'accorde à dire que la totalité des nouvelles recrues sont âgées de moins de 20 ans. «Tous les jeunes qui sont montés au maquis ont un niveau scolaire ne dépassant pas la première année moyenne. Le danger, c'est la fragilité psychologique des ces jeunes. Si actuellement ils ne sont pas d'une grande efficacité pour commettre des attentats et participer à des embuscades, par contre, au bout de 2 ans, ils seront formés et surtout endoctrinés pour devenir éventuellement des kamikazes», estime notre interlocuteur. Un jeune sans formation et sans perspective d'échapper à la précarité est prêt à goboter tous les discours sur l'héroïsme. Dans la tête d'un adolescent fragilisé par l'exclusion, prend un «klash» symbole de puissance et de pouvoir, se parader dans les montagnes pour faire peur à la société qui l'avait injustement marginalisé est une attitude synonyme d'héroïsme. «Les recruteurs isolent leur cible et mènent un travail de harcèlement psychologique. Ils leur disent : «Le sang a coulé, il ne doit plus s'arrêter. Vos parents se sont sacrifiés, c'est à vous de prendre la relève pour l'avènement d'un Etat islamique», nous a confié un témoin très bien informé de ce qui se passe dans l'ombre à Sahel Bouberak. Il précise que certains anciens prisonniers impliqués par le passé dans le mouvement insurrectionnel activent pour renforcer les rangs des maquis. Cette assertion est corroborée par les dires à ce propos de l'officier : «Certains éléments intégristes sont plus dangereux que les terroristes armés. Ils sont tapés dans l'ombre, évitent de s'impliquer directement dans l'action armée mais travaillent exclusivement pour le recrutement.» Il ressort dans les sous-entendus que ces criminels sont protégés par la politique préconisée par le pouvoir en place.

L'assassinat de deux P/APC de Benchoud sont l'œuvre d'adolescents

L'assassinat, il y a quelques jours, de l'ancien P/APC de la commune de Benchoud dans la daïra de Baghlija (w. de Boumerdes) est l'œuvre d'un groupe composé de 8 éléments qui écumèrent la région de Benchoud à Baghlija et le sud de Dellys sous les ordres de

l'émir Seghir Mourad alias «Mourad el pompier». Cet ancien agent de la Protection civile de 29 ans a rejoint le maquis en 1997. Natif de la région de Benchoud, il a bénéficié de divers soutiens pour se voir propulser à la tête d'un groupe qui a, malheureusement, à son actif un lourd bilan macabre, notamment autour des localités isolées situées à cheval entre Benchoud et Dellys.

L'assassinat de Yagoubi Khelifa, 52 ans, qui a assumé, rappelons-le, la mandature 1997/2002 à la tête de l'APC de Benchoud sous la bannière du RND est similaire à celui commis au début de 2006 contre feu Djellab Brahim qui avait précisément succédé à Yagoubi à la suite des élections de 2002. L'attentat contre Djallab, ex-élu du FLN, a été perpétré par un adolescent, âgé à peine de 17 ans, qui avait abattu sa victime en lui tirant plusieurs balles dans la nuque. Avant de franchir cette ligne et basculer dans le meurtre, ce gamin faisait partie du réseau de soutien de la série de Benchoud.

Concernant le dernier assassinat, un responsable sécuritaire de la ville de Dellys était formel : «Ce sont des gosses (le groupe des 8 terroristes) âgés entre 17 et 20 ans, généralement des oisifs exclus de l'école qu'il (l'émir) recrutait pour faire partie des réseaux de soutien avant de les impliquer dans des attentats. Par conséquent, pour fuir les services de sécurité, ils rejoignent le maquis et basculent dans la violence armée.» Plusieurs faits confirment ce constat. Il y a quelques semaines, les éléments du Bataillon des fusiliers marins de l'est de la wilaya de Boumerdes avaient abattu trois terroristes au niveau du village de Sahel Bouberak dans la même plaine que Benchoud. Celui qui était venu voir ses parents habitant dans ce village était âgé de moins de 18 ans. Par ailleurs, les réseaux de soutien se recrutent dans l'entourage des anciens terroristes, voire dans des cellules familiales. En effet, les éléments de la BMPJ de Dellys ont neutralisé ces derniers jours trois réseaux de soutien qui aidaient la série de Benchoud. Deux réseaux activaient autour du père et des trois fils dans chaque cellule. La collecte des informations est plus difficile pour les enquêteurs. Le commun des mortels constatera que le renouvellement des générations dans le mouvement de l'islamisme armé fait sa mue et, contrairement aux spéculations découlant de la politique de réconciliation nationale, la régénération, pour le pire n'est pas totalement écartée.

La riposte militaire politique et économique

Au plan militaire, notre vis-à-vis se montre serein. «Ce n'est pas un problème de force, celle-ci, contrairement aux premières années de la lutte, est disponible et bien déployée», assure-t-il. Il aurait pu ajouter qu'elle (la force) est plus déterminée, plus aguerrie et garde un moral de haut niveau. Cette situation n'échappe pas aux citoyens qui gardent une confiance intacte envers les services de sécurité. Dans les propos de notre interlocuteur, il subsiste cependant des sous-enten-

us. Puis brusquement, il nous cite la fameuse phrase dite devant les médias par le général-major Mohamed Lamari : «Le terrorisme est vaincu mais l'intégrisme demeure.» On ne pourrait être plus clair.

En cours de discussion, il attire notre attention sur l'abondance de certaines mosquées des localités retirées. Pour preuve, il nous avait cité le cas de la commune de Si Mustapha où paradoxalement dans cette agglomération seul le village El-Karia a été un terrain de prédilection pour katibat El Arkam pour recruter massivement. Etrangement, quelques jours après ces propos, un citoyen nous a abordé à l'endroit où venaient justement de mourir calcinés par une bombe mise dans un véhicule, quatre citoyens de passage. Il ne cache pas son dégoût : «C'est arrivé parce que 25 jeunes issus tous d'El-Karia sont au maquis balles dans la nuque. Avant de franchir cette ligne et basculer dans le meurtre, ce gamin faisait partie du réseau de soutien de la série de Benchoud.»

Par contre, les officiers des services de sécurité se débrouillent comme ils peuvent. D'où la suggestion pour l'utilisation des postes budgétaires réservés à la garde communale pour recruter des chômeurs des quartiers et des villages qui seront chargés dans la confidentialité de collecter des informations. L'officier cite l'exemple du FLN durant la guerre de Libération qui disposait de relais. La garde communale, les Patriotes et les GLD sont, pour des raisons politiques marginalisées. L'essai des réseaux de collecte d'informations s'est rétréci. Pour éviter des amalgames et une éventuelle récupération, il insiste sur leur mission au service de l'Etat : «Ces agents seront des fonctionnaires, au même titre que les gardes communaux, mais non armés, qui seront chargés d'observer, de consigner et de transmettre les informations, sans plus.»

Au plan économique, l'échec récurrent des programmes de développement rural a laissé des milliers de jeunes en proie au chômage et à la pauvreté. Cependant, une prise en charge sérieuse du monde rural finira par taire la possibilité de recrutement pour les terroristes islamistes. On ne pourra jamais mesurer l'impact qu'aura une aide affectée à un jeune à qui on attribue par la même une fonction productive, un bien à défendre et un espoir à vivre. Il y a quelques années, l'ancien directeur de l'agriculture de la wilaya de Boumerdes, M. Djebbar M'hend, avait tenté une expérience pour concrétiser la mise en application du Programme de projet de développement de proximité (PPDR). Ce responsable avait laissé l'initiative aux jeunes, avec une gestion à la mode des arouch, c'est-à-dire un fonctionnement horizontal des groupes qui sollicitaient l'aide de l'Etat et qui élaboraient des programmes collectifs pour les villages. La démarche avait rencontré un enthousiasme débordant de la part des jeunes, malheureusement son auteur a été muté à Tipasa et plus personne n'entend plus parler du développement rural.